

ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

Compte-rendu du 2 décembre 2019
Session 7 - Isle-Jourdain
Synthèse des propositions



La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée

ASSEMBLÉE
DES **TERRITOIRES**

SOMMAIRE

Le mot de la Présidente	5
Édito de la Vice-Présidente du Conseil régional	6
Édito des co-Présidents de l'Assemblée des Territoires	7
Les grandes dates de l'Assemblée des Territoires	9
La 7e session de l'Assemblée des Territoires :	10
4 ateliers pour approfondir les enjeux liés aux Bourgs-Centres dans une optique de rééquilibrage territorial	11
Groupe de travail 1 : ATTRACTIVITE ET INNOVATION	12
Groupe de travail 2 : QUALITE DE VIE ET COHESION SOCIALE	15
Groupe de travail 3 : SOLIDARITES TERRITORIALES	18
Groupe de travail 4 : TERRITOIRES EN TRANSITION DURABLE	22
Un échange avec la Présidente et des réponses apportées aux questionnements des élus en session plénière	26
Questions posées à la Présidente	30



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Après Albi, Frontignan, Villefranche de Lauragais, le Pont du Gard, Sorèze et Carcassonne, c'est au tour de L'Isle-Jourdain d'accueillir l'Assemblée des Territoires.

Cette 7ème session marque un point d'étape important pour notre région, à quelques mois des prochaines échéances municipales. Nous pouvons être fiers du travail accompli. La politique territoriale régionale est maintenant en place. Les 158 membres de l'Assemblée des Territoires nous ont grandement aidés à la définir et sont désormais les acteurs de sa mise en œuvre dans les 73 bassins de vie. Je tiens à les remercier pour leur engagement sans faille depuis 2016.

Pour préparer l'avenir dans les Communes, les territoires ont également osé, en se lançant pour beaucoup, dans des programmes d'action ambitieux et innovants, au travers notamment, des contrats Bourgs-Centres. Après 2 années de mise en œuvre, le succès de la politique « Bourgs-Centres Occitanie » ne se dément pas, avec plus de 450 communes engagées dans la démarche.

Pour autant, notre mission n'est pas terminée. Ainsi que les membres de l'Assemblée des

Territoires l'ont évoqué dans les ateliers, nous pouvons nous améliorer car les attentes de nos concitoyens sont importantes et nous devons poursuivre la lutte contre toutes les formes d'inégalités : mobilité, commerces de proximité, habitat, patrimoine etc..

Le projet régional « Occitanie 2040 » traduit cette volonté de s'inscrire plus encore dans l'écoute des besoins de tous les territoires d'Occitanie. Dans une récente tribune, j'ai parlé de l'importance du « Grand effacement des revendications sociales » : le 1er mal dont souffre notre pays, c'est le manque de considération pour les habitants des territoires qui ne sont pas dans les métropoles. C'est l'enclavement, la disparition des services de proximité, l'absence de solution qui peuvent mener à l'inertie et au désespoir, qui laissent penser que « c'est ailleurs que tout se passe » et que l'on ne peut y avoir accès. Pour autant, il n'y a pas de fatalité. Il n'y a pas de petit territoire, tous ont leur importance, y compris dans le rural et la montagne. La solution est d'investir massivement dans les territoires pour renforcer leur projet de développement au travers notamment de la politique « Bourgs-Centres ».

Les échanges et retours d'expériences qui se sont tenus ce jour montrent que les situations diffèrent d'une Commune à une autre. En réponse à ces différents enjeux, notre action doit permettre de rééquilibrer l'urbain et le rural, sans opposer l'un à l'autre, en recherchant un maximum de complémentarités pour désenclaver les territoires et activer les leviers de l'investissement et de l'emploi.

Un nouveau modèle de développement est nécessaire, à même de répondre aux enjeux locaux et mondiaux : urgence climatique, révolution technologique, nouveaux modes de consommation, etc. Nous devons améliorer le global en réinventant le local. Plus que jamais, notre société a besoin de l'Assemblée des Territoires, de sa capacité de rassemblement, de son intelligence collective au service d'un monde plus juste qui replace l'humain au cœur, tout en garantissant un progrès économique et social.

Liberté, égalité, fraternité ! C'est ce qui fait la force de notre Assemblée, pour des territoires ouverts, accueillants et en dynamique. C'est ce qui fait la « République des territoires » !

Carole DELGA

Présidente de la Région
Occitanie /
Pyrénées-Méditerranée



ÉDITO DE LA VICE-PRÉSIDENTE

Cette journée constitue une confirmation et une opportunité. Confirmation de ce que : Unis nous sommes plus forts et plus efficaces. Confirmation de ce que l'aménagement du territoire, le développement économique et la préservation de l'environnement sont non seulement nécessaires mais également profitables à tous.

Mais cette journée constitue également une opportunité. Opportunité de montrer la volonté de l'exécutif régional d'être plus que jamais à l'écoute des acteurs de terrain et plus particulièrement des élus qui restent de surcroît les liens actifs entre les habitants et les pouvoirs publics.

Opportunité également de vous confirmer notre volonté de continuer à défendre fortement la citoyenneté, la proximité, l'équilibre des territoires, de promouvoir l'initiative locale pour qu'il n'y ait pas dans notre région des territoires de seconde zone.

Dans notre région de plus de 4 500 communes qui accueille chaque année 50 000 nouveaux habitants, et où 30 % de la population a moins de 25 ans et où 70 % de la population vit en dehors de la première couronne des deux métropoles, le développement équilibré des territoires pose de nombreux défis.

Dans ce contexte, pour réussir nous avons besoin de vous tous. Nous avons besoin de vos propositions. Nous avons besoin de votre implication.

En effet, nous devons répondre ensemble aux grands enjeux d'une politique prospective de

développement qui veut du changement, tant à l'échelle régionale que des territoires de projet, mais également à l'échelle des communes et notamment des bourgs-centres : mener une politique économique et sociale cohérente qui rende l'ensemble de notre territoire attractif, développer des infrastructures et des équipements de qualité, assurer la pérennité des services publics performants facteurs de cohésion territoriale, répondre au besoin de main d'œuvre formée et motivée, relancer nos efforts en matière de recherche et développement pour assurer l'avenir technologique et l'innovation, concilier le développement économique de nos territoires avec la préservation des ressources mais aussi la gestion des risques environnementaux qu'ils soient naturels ou technologiques etc...

Tout cela en faisant face à une mondialisation libérale impitoyable et qui opère le tri entre les « bons » et les « mauvais » territoires.

Nous devons prendre en compte les perspectives démographiques, car aussi bien, la prochaine fracture territoriale pourrait bien dépasser celle d'une France urbaine et d'une France rurale mais pourrait être celle de l'âge. Les « fractures territoriales » sont de plus en plus nombreuses, et de moins en moins entre la ville et le monde rural, ou entre des territoires riches et des territoires pauvres. Les fractures qui marquent une véritable différence dans la vie quotidienne, dans l'accès à un emploi ou dans la qualité des services publics peuvent aussi se

situer à l'intérieur d'une même agglomération, ville ou village.

Nous sommes dans la conciliation de différentes échelles géographiques. La Région porte une vision et une ambition à 2040, qui inclut notamment le rééquilibrage territorial, un des piliers du futur SRADDET lequel s'inscrit dans un nouveau modèle de développement. Avec la politique des bourgs-centres, qui inclut centre et périphérie de la commune, la région est d'ores et déjà dans l'action et l'accompagnement des acteurs locaux pour soutenir leur dynamique et ainsi contribuer à cette volonté générale de rééquilibrage.

Face à ces défis et ces enjeux, la Région Occitanie sous l'impulsion de sa Présidente, Carole DELGA, est dans l'action depuis 2016. L'engagement des politiques contractuelles territoriales sur la période 2018-2021 en atteste. Nous aidons tous les territoires pour développer l'attractivité, la cohésion sociale, la croissance durable et l'emploi. Nous recherchons avec les collectivités une structuration des territoires de projets en lien avec les bassins de vie vécus, en cohérence avec l'offre de services ou la vie économique et culturelle. Pour simplifier la vie des territoires, nous visons la mobilisation de l'ensemble des dispositifs et moyens financiers de la Région et de ses partenaires dans un cadre local unique. C'est la logique de convergence. Cette politique se déclinera sur tous les territoires de notre Région car pour nous, il n'y a pas de petits ou de grands territoires, il n'y a pas de laissés pour compte.

Florence BRUTUS

Vice-Présidente de la Région en charge de l'aménagement des territoires, des TIC et des politiques contractuelles



© Antoine Darmaud



© Jean-Jacques Ader

ÉDITO DES CO-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

La 7ème session de l'Assemblée des Territoires a été consacrée à une thématique phare pour l'avenir des territoires : le rééquilibrage territorial au travers de la politique « Bourgs-Centres ».

Le besoin de proximité dans la mise en œuvre des politiques territoriales a été largement relayé par les membres de l'Assemblée des Territoires depuis sa création en 2016. De nombreux ateliers reprenant cette préoccupation ont déjà eu lieu au cours des précédentes sessions avec, en fil rouge, le souhait d'un « rééquilibrage » de l'action publique régionale, en considérant l'ensemble des « pôles de centralité » existants.

Derrière cette notion de rééquilibrage, on retrouve notamment la volonté d'une meilleure répartition et accessibilité de l'offre de services sur le territoire avec des enjeux tels que :

- Le maintien des commerces/services,
- Une offre de mobilité adaptée pour trouver la réponse à un besoin quotidien,
- La création ou le maintien d'emplois locaux,
- Le développement d'une offre de logements adaptés aux attentes pour maintenir les populations actuelles ou pour accueillir/attirer de nouveaux arrivants, Etc...

L'objectif sous-tendu est d'aboutir à la structuration d'un maillage du territoire, dans une logique de bassins de vie vécus. Voilà pourquoi, dans la continuité des ateliers qui se sont tenus en 2017 autour de la politique Bourg-Centre, le Comité d'Animation de l'Assemblée des Territoires a proposé de se pencher plus en détails sur cette thématique.

C'est ainsi que les 140 participants de cette journée ont exploré les différents enjeux liés au besoin

de proximité sur l'ensemble des pôles de centralité de la région, parfaite traduction du besoin de considération de l'ensemble des territoires, ADN même de notre Assemblée. Au cours de 4 ateliers riches en débats et témoignages, les élus ont fait remonter de nombreuses propositions au Conseil Régional, pour tendre notamment vers plus de « sur-mesure » dans la mise en œuvre des dispositifs régionaux afin de mieux valoriser les forces et les atouts des territoires de l'Occitanie.

Il appartient désormais à la Région de mettre en œuvre cette dynamique pour faire rayonner les territoires dans leur diversité, au service d'une ambition courageuse : faire vivre la « République des Territoires » de notre belle et grande région.

Viviane ARTIGALAS

Jean-François SOTO

Co-Présidents.es de
l'Assemblée des Territoires



LES GRANDES DATES DE L'ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

4 NOVEMBRE 2016	PLÉNIÈRE D'INSTALLATION À ALBI Définition des sujets prioritaires et premières contributions
31 MARS 2017	PLÉNIÈRE À FRONTIGNAN Installation de la gouvernance, constitution des 4 groupes de travail et ateliers thématiques
ÉTÉ 2017	ATELIERS EN INTERSESSION 4 groupes de travail sur les différents chantiers
16 NOVEMBRE 2017	PLÉNIÈRE À VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS Restitution des chantiers et poursuite des travaux des groupes de travail
16 MARS 2018	PLÉNIÈRE AU PONT DU GARD Restitution des ateliers, poursuite des travaux et nouveaux chantiers engagés par les groupes de travail
09 JUILLET 2018	ATELIER EN INTERSESSION DU GROUPE DE TRAVAIL N°4 Sur les « projets alimentaires territorialisés »
18 OCTOBRE 2018	PLÉNIÈRE À SORÈZE Poursuite des travaux, nouveaux chantiers engagés par les groupes de travail et expérimentation de nouveaux outils d'animation et de restitution
11 AVRIL 2019	PLÉNIÈRE À CARCASSONNE Ateliers dédiés à la thématique transversale du « changement climatique »
15 OCTOBRE 2019	ATELIER MIXTE « Parlement de la Montagne et Assemblée des Territoires » autour des démarches territoriales en matière de climat, d'air et d'énergies en montagne
02 DÉCEMBRE 2019	PLÉNIÈRE À L'ISLE-JOURDAIN Ateliers dédiés à la thématique transversale du rééquilibrage territorial et de la Politique Bourgs-Centres Occitanie

L'Assemblée des Territoires tenait le 02 décembre 2019 sa 7^{ème} session au Musée Campanaire de l'Isle-Jourdain (Gers).

Organisée sur l'ensemble de la journée (ateliers de travail le matin et plénière l'après-midi), elle a réuni plus de 140 personnes, élus locaux et techniciens de toute l'Occitanie.

Dans la suite des vœux exprimés par les élus de l'Assemblée des Territoires lors des précédentes sessions, cette journée de travail a été consacrée à la Politique Bourgs-Centres Occitanie dans une perspective de rééquilibrage territorial de l'action publique. Les sujets des ateliers ont permis d'approfondir les thématiques prioritaires rencontrées par les territoires dans leurs projets de valorisation et de développement. Dans la continuité de la démarche engagée depuis les 3 dernières sessions, cette journée de travail a été construite dans une optique de partage de bonnes pratiques via des méthodes d'animation visant à renforcer l'interactivité des échanges entre les participants et le Conseil Régional.

Au regard de la thématique centrale des **Bourgs-Centres**, la Direction de l'Action Territoriale de la Ruralité et de la Montagne du Conseil Régional, pilote dans la mise en œuvre des politiques contractuelles régionales, a été mobilisée aux côtés des Directions sectorielles pour assurer la préparation et l'animation des ateliers du matin.

Un outil numérique a été utilisé l'après-midi pour permettre de libérer la parole et faire en sorte que chaque membre de l'Assemblée des Territoires ait la possibilité d'exprimer ses idées et d'échanger avec la Présidente Carole DELGA.



Session n°7 – Isle-Jourdain - 02 décembre 2019

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

9H30 – Accueil café et ouverture de la séance par Jean-François SOTO, Co-Président de l'Assemblée des Territoires

10h00 – Ateliers sur les problématiques transversales des Bourgs-Centres et du rééquilibrage territorial

- Groupe de Travail n°1 – *Attractivité & Innovation*
Chantier « Habiter et travailler en Bourg-Centre » (salle bibliothèque **Mairie**)
- Groupe de Travail n°2 – *Qualité de Vie et Cohésion Sociale*
Chantier « Comment faire vivre une expérience patrimoniale partagée ? » (salle rouge **Mairie**)
- Groupe de Travail n°3 – *Solidarités Territoriales*
Chantier « La proximité des services en Bourg-Centre » (salle du conseil **Mairie**)
- Groupe de Travail n°4 – *Territoires en Transition Durable*
Chantier « Nouvelles mobilités – Nouvelles spatialités » (salle auditorium **Musée**)

12h30 – Déjeuner (musée Campanaire)

13h30 – Plénière

- Ouverture de la séance par Florence BRUTUS, Vice-Présidente du Conseil Régional déléguée à l'aménagement du territoire, aux TIC et aux politiques contractuelles
- Restitution des ateliers et vote sur les propositions
- Temps d'échange libre avec Carole DELGA, Présidente du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées

16h00 – Visite du Musée Campanaire

17h00 – Fin de la journée

<https://www.laregion.fr/Assemblee-des-Territoires>



2 | 4 ATELIERS POUR APPROFONDIR LES ENJEUX LIÉS AUX BOURGS-CENTRES DANS UNE OPTIQUE DE RÉÉQUILIBRAGE TERRITORIAL

Cette 7^{ème} session de l'Assemblée des Territoires dédiée à la politique régionale Bourg-Centre a été l'occasion d'un point d'étape. En effet, après plusieurs ateliers de l'Assemblée des Territoires dédiés à la démarche Bourg-Centre (Frontignan, Lodève, et Villefranche-de-Lauragais en 2017) qui ont contribué à co-construire les fondements de cette politique, il était nécessaire de faire un « arrêt sur image » pour croiser les regards et partager les expériences. Cette session a également été l'occasion de rappeler les grands principes, d'évaluer la méthode, de réinterroger sans cesse la posture régionale dans un contexte de mutation profonde des modes d'habiter les territoires -au sens large et noble du terme- dans un paysage de politiques publiques

également en perpétuel mouvement.

Le Comité d'Animation de l'Assemblée des Territoires a donc souhaité se consacrer à cette thématique forte en l'inscrivant dans une démarche de « rééquilibrage territorial ». Cette notion de rééquilibrage ne vise pas seulement à pallier le déficit d'attractivité des -plus ou moins- petites villes dans une logique uniquement « compensatrice » ou « réparatrice », mais également à valoriser les atouts et richesses des territoires en s'inscrivant dans une démarche positive et au plus près des besoins des habitants. Ce fil rouge tissé autour de la politique Bourg-Centre a donc constitué la trame principale des 4 ateliers de ce jour. Un travail de fonds a alors été mis en œuvre

entre les copilotes des groupes de travail et les services de la Région pour élaborer le contour et les problématiques des ateliers et plus particulièrement la Direction des Solidarités, la Direction de l'Economie et de l'Innovation, la Direction de la Culture et du Patrimoine, la Direction du Tourisme, la Direction des Mobilités des Infrastructures et du Développement ou encore la Direction de l'Aménagement, du Foncier et de l'Urbanisme.

C'est ainsi que **4 ateliers** se sont tenus entre 10h00 et 12h30. Ils ont été conduits sur un format identique, à la fois descendant, transversal et ascendant, pensés pour amener un maximum d'échanges et d'interactivité.

<p>GROUPE DE TRAVAIL 1 ATTRACTIVITÉ & INNOVATION</p>	<p>Atelier « HABITER ET TRAVAILLER EN BOURG-CENTRE »</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL 2 QUALITÉ DE VIE & COHÉSION SOCIALE</p>	<p>Atelier « COMMENT FAIRE VIVRE UNE EXPÉRIENCE PATRIMONIALE PARTAGÉE ? »</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL 3 SOLIDARITÉS TERRITORIALES</p>	<p>Atelier « LA PROXIMITÉ DES SERVICES EN BOURG-CENTRE »</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL 4 TERRITOIRES & TRANSITION DURABLE</p>	<p>Atelier « NOUVELLES MOBILITÉS, NOUVELLES SPATIALITÉS »</p>

ORGANISATION DES ATELIERS

- **Temps 1** : présentation des grands enjeux identifiés sur la thématique, du contexte réglementaire national et régional avec les dispositifs liés
- **Temps 2** : témoignages de territoires et de grands témoins illustrant les bonnes pratiques et difficultés rencontrées (ex : Commune de Lauzerte pour une présentation de sa stratégie patrimoniale intégrée dans un projet de développement et de valorisation à l'échelle territoriale)
- **Temps 3** : métaplan autour d'une question centrale pour identifier les besoins, les réponses actuelles et les pistes d'amélioration et nouvelles réponses à apporter.

Au final, ces ateliers très denses et dynamiques ont permis de faire émerger des propositions structurées pour répondre aux questionnements de la Région dans le cadre de son action en les reliant aux besoins essentiels rencontrés dans les territoires.

Atelier : HABITER ET TRAVAILLER EN BOURG-CENTRE

Copilotes : Antoine ANDRÉ (Pays Pyrénées Méditerranée)
Tamara RIVEL (Pays Carcassonnais)

Avec près de 50 000 nouveaux habitants par an, l'Occitanie est confrontée à un défi important en termes d'accueil des populations et de création d'emplois.

Malgré une forte capacité de création d'emplois (après l'Île de France, l'Occitanie est la 1ère Région française en termes de taux de croissance de l'emploi depuis 2006), la croissance de la population active est telle que le nombre de créations d'emplois, bien qu'important, reste insuffisant pour endiguer le chômage. L'évolution de la population en Occitanie recoupe 2 tendances principales dans les Communes Bourgs-Centres :

- **Les communes en croissance démographique forte** du fait de l'influence de polarités urbaines importantes pourvoyeuses d'emplois (métropoles et villes-centres des agglomérations) => ces dernières doivent faire face à

un besoin de « fixer » et développer des emplois locaux pour contrer l'effet de « ville dortoir »

- **Les communes qui nécessitent une relance de la dynamique démographique** => ces dernières doivent offrir non seulement un cadre de vie mais également les conditions d'un projet économique et professionnel.

Dans ce cadre, 2 autres tendances peuvent également être identifiées :

- La montée en puissance de la pratique du télétravail et la création de tiers-lieux pour répondre aux attentes nouvelles des populations.
- La volonté de s'appuyer sur la spécificité du territoire pour créer des emplois locaux non délocalisables, basés sur le savoir-faire du territoire.

Ces réalités impliquent des stratégies adaptées au niveau local en matière d'habitat et de développement économique pour s'adapter à des situations diverses mais qui imposent une réflexion commune sur les lieux d'accueil des habitants et des entreprises comme facteur d'attractivité.

Dans ce contexte, les membres de l'Assemblée des Territoires ont souhaité se pencher plus en détails sur les démarches existantes dans les territoires en matière de logements (social, en direction des jeunes/personnes âgées/personnes en situation de handicap...), de tiers-lieux, d'immobilier d'entreprises, d'installation d'activités ou encore les opérations de renouvellement urbain et notamment les opérations « mixtes » de reconversion d'îlots de bâti ancien (avec vocation double économie/habitat).



Les enjeux suivants peuvent ainsi être identifiés :

- **Comment accompagner et stimuler les évolutions démographiques par une réflexion conjointe en termes d'habitat et de développement économique ?**
- **Comment susciter avec l'ensemble des partenaires et acteurs concernés des solutions d'habitats adaptées aux besoins spécifiques (jeunes, PMR, personnes âgées, nouvelles formes d'habitat...)?**
- **Comment rapprocher le logement du travail et inversement avec notamment la création de tiers lieux (espaces de co-working et télétravail) ?**
- **Comment reconquérir les cœurs historiques comme des lieux où s'installer, vivre et entreprendre ?** (vacance importante des logements et locaux d'activité en rdc ...)
- **Comment les « lieux du développement économique » (immobilier d'entreprises, locaux commerciaux, tiers-lieux) peuvent-ils contribuer à développer ou renforcer l'attractivité du Bourg-Centre ?**

Pour cela, la Région a tout d'abord présenté sa politique en faveur du logement (aides à la création de logements sociaux locatifs, aide pour la rénovation énergétique ; soutien aux collectivités pour offre de logements locatifs à vocation sociale ; accompagnement logement social pour les jeunes ; éco-chèque logement), sa politique en faveur de l'immobilier d'entreprises ainsi que celle en faveur des tiers-lieux tout en mettant en perspective ses actions dans le cadre de 2 priorités identifiées dans le SRADDET

Occitanie 2040 (le rééquilibrage régional et le changement de modèle de développement). Un bilan et des perspectives ont été dressés avec notamment des pistes d'évolutions des dispositifs liés à l'immobilier d'entreprises et aux tiers-lieux (vers plus de « sur-mesure »). Après une intervention du grand témoin « Action Logement », la Commune de Thuir (Pyrénées-Orientales) a présenté son projet de valorisation et de développement Bourg-Centre et notamment ses axes spéci-

fiques en faveur de l'habitat et de maintien / développement des commerces en cœur de ville. Le PETR du Pays Midi-Quercy (Tarn et Garonne) a ensuite présenté les démarches Bourg-Centre des Communes de Caylus et Saint Antonin Noble Val en réalisant un focus sur la structuration des secteurs économiques et sur un Fab Lab « Origami ».



Historique de la démarche

1989 – 2019 : 30 ans de politiques en faveur de la dynamisation du cœur de ville

- Embellissement des espaces publics,
- Équipements structurants,
- OPAH, Opérations façades (27 ans),
- Animations et vie Culturelle
- Nombreux Services à la population

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et innovation » - Isle-Jourdan, le 2 décembre 2019



Focus sur le FAB LAB ORIGAMI à Caylus

Un écosystème regroupant différents services dans une unité patrimoniale

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et innovation » - Isle-Jourdan, le 02 décembre 2019

Enfin, la dernière partie de la réunion a été consacrée à des échanges autour d'un « métaplan » et d'une question centrale : **dans une logique d'aménagement équilibré du territoire, comment articuler le soutien régional en faveur de la diversification de l'offre d'habitat et du développement économique pour développer l'attractivité des Bourgs-Centres ?**

LES PRINCIPALES PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

- Autoriser le « **droit à l'expérimentation et à l'innovation** » et tendre vers plus de « sur-mesure » pour accompagner les projets répondants à une stratégie territoriale (souplesse et prise en compte des spécificités locales)
- Offrir la possibilité d'accompagner des **tiers-lieux multi-thématiques** (services à la population, services économiques, espaces de convivialité...)
- Favoriser une **approche transversale** dans le traitement des demandes d'accompagnement par la Région
- Faire vivre les contrats territoriaux avec une gouvernance et une animation **renforcées sur le long terme** (incluant une évaluation)
- **Proposer des outils** pour une meilleure connaissance des acteurs (dispositifs régionaux et structures d'accompagnement), des expériences déjà menées sur le territoire (plateforme, journées thématiques...) et des bâties existants (disponibles, à requalifier...)



Atelier: COMMENT FAIRE VIVRE UNE EXPÉRIENCE PATRIMONIALE PARTAGÉE ?

Copilotes: Louis DONNET (PETR Uzège Pont du Gard)
Christine TEQUI (PETR Pays Couserans)

Selon la définition de l'UNESCO, le patrimoine culturel dans son ensemble recouvre plusieurs grandes catégories de patrimoine :

Le patrimoine culturel : le patrimoine culturel matériel (mobilier, immobilier, subaquatique) et le patrimoine culturel immatériel (traditions orales, arts du spectacle, rituels)

Le patrimoine naturel : sites naturels ayant des aspects culturels tels que les paysages culturels, les formations physiques, biologiques ou géologiques.

Considérant cette définition, la Région Occitanie jouit d'une richesse patrimoniale remarquable qui constitue un atout phare du territoire dans toute sa diversité. Avec plus de 5 000 Monuments Historiques, 134 musées labellisés, 8 sites UNESCO, 30 stations thermales, 7 Parcs naturels régionaux, 2 Parcs nationaux, le Canal du Midi, 5 grands Sites de France, 23 Sites et Cités Remarquables, 48 Grands Sites Occitanie, les stations littorales, le Patrimoine industriel, notre région dispose d'un socle de valorisation exceptionnel. Cette démarche de valorisation

s'illustre notamment par l'identification de sites majeurs, de démarches de labellisation (Pays d'Art et d'Histoire, UNESCO...) mais également la démarche Grand Site Occitanie portée par la Région.



Les chiffres clés du patrimoine en Occitanie

- 8 sites Unesco et 2 candidatures, soit près de 20% des sites français inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial par l'Unesco
- Plus de 4 500 monuments historiques
- 25 Villes et Pays d'Art et d'histoire
- 134 Musées de France
- 2.7 milliards€ de retombées économiques, dont 758 Millions € de retombées directes et 2.02 milliards€ de retombées indirectes
- 12 814 emplois dans la filière restauration du patrimoine



La politique Grand Site Occitanie Sud de France – objectifs

- Organiser une **démarche concertée** entre acteurs de la culture, du tourisme et de l'environnement,
- Structurer l'offre avec l'amélioration de la **qualité** de l'accueil, des services, des aménagements.
- **Inciter** les visiteurs à découvrir les sites et offres de son territoire environnant ainsi que les autres « Grands Sites Occitanie »
- Favoriser l'**appropriation du patrimoine** par les habitants, les acteurs touristiques et culturels,
- Préserver la **qualité de vie** des habitants

Assemblée des Territoires - Groupe de travail: « Attractivité et innovation » - 1ère journée, le 02 décembre 2019

Elément essentiel de l'attractivité du territoire, le patrimoine constitue un levier économique important grâce à ses retombées directes ou indirectes et à la diversité de ses filières d'emplois non-délocalisables. Dans le cadre des contrats Bourgs-Centres, de très nombreux territoires de l'Occitanie cherchent à structurer et à valoriser les éléments patrimoniaux dans leur projet de

développement, qu'il s'agisse de patrimoine culturel ou naturel, de patrimoine remarquable ou d'un patrimoine plus modeste. Face à ce constat, de nombreuses problématiques et questionnement se posent.

Dans ce contexte, les membres de l'Assemblée des Territoires ont souhaité se pencher plus en détails sur les démarches existantes dans les territoires en ma-

tière de stratégie de valorisation patrimoniale et notamment dans une approche d'attractivité territoriale et touristique.

Plusieurs enjeux ont ainsi pu être identifiés :

- **Comment mettre en exergue les spécificités et singularités patrimoniales d'un territoire à partir d'une prise de conscience et d'une connaissance des patrimoines existants ?** (bâti, naturel, culturel, immatériel...)
- **Comment aller à l'encontre de la banalisation des paysages et renouer avec un ancrage géographique : interrelation entre le patrimoine bâti le patrimoine agri-naturel ?**
- **Comment développer des complémentarités entre l'exceptionnel et l'ordinaire ? Comment valoriser un patrimoine modeste afin qu'il devienne remarquable ?**
- **Comment rendre le patrimoine habitable/habité ? Comment conserver sans muséifier ?**
- **Comment « mettre en tourisme » les patrimoines des territoires dans une démarche globale telle que GSO ?**
- **Quelle est l'échelle la plus pertinente pour porter un projet ?**
- **Comment préserver l'authenticité ?**
- **In-fine, comment faire vivre une expérience patrimoniale sur le territoire ?**

Dans un premier temps, la Région a présenté ses politiques en matière de restauration et de valorisation du patrimoine. Ces dernières permettent d'agir dans une approche transversale relative au renforcement et à l'égalité d'accès à la culture ainsi qu'au maintien d'un aménagement culturel équilibré du territoire. Les perspectives de l'action régionale dans ce domaine tendent vers un assouplissement des

règles financières pour fluidifier les relations avec les acteurs.

En parallèle, la Région agit pour le développement de l'économie du patrimoine dans une perspective de rayonnement régional au travers de sa politique Grand Site Occitanie Sud de France (40 Grands Sites, 120 cœurs emblématiques et plus de 100 lieux de visites). Les objectifs de cette politique consistent notamment à organiser une démarche concer-

tée entre acteurs de la culture, du tourisme et de l'environnement en structurant une offre qualitative tout en favorisant l'appropriation du patrimoine par les habitants, les acteurs touristiques et culturels.



3- La vision d'un « Grand Témoin »

SITES & CITES
REMARQUABLES
FRANCE

Jean-Michel GALLEY
Mission revitalisation / Connaissance et valorisation des patrimoines

Assemblée des Territoires - Groupe de travail: « Attractivité et innovation » - Isle-Jourdain, le 02 décembre 2019⁷



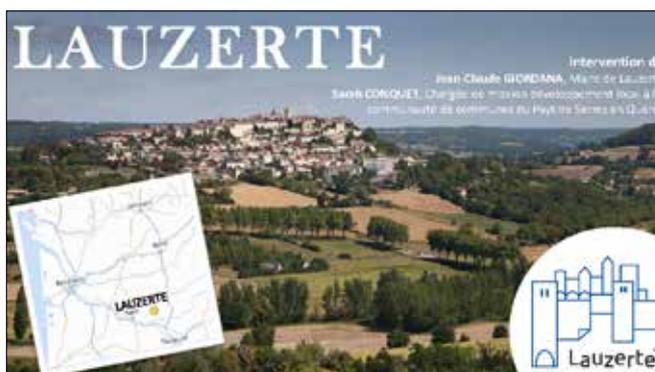
AVOIR UNE COMMUNE VIVANTE

- Création du secteur sauvegardé en 1965 qui a permis de mettre en œuvre des grandes opérations de réhabilitation et de rénovation urbaine dans le cœur de ville
- Agrandissement du secteur sauvegardé en 1978 pour élargir le programme d'aide au centre ville
- Relogement des classes populaires dans le centre ancien suite aux diverses opérations de rénovation



Assemblée des Territoires - Groupe de travail: « Attractivité et innovation » - Isle-Jourdain, le 02 décembre 2019

Dans un second temps, l'Association des Sites et Cités Remarquables de France a présenté son action et son réseau de 820 Sites. 2 territoires témoins - Commune d'Uzès (Gard) et Commune de Lauzerte (Tarn & Garonne) ont ensuite présenté leur stratégie en faveur d'une expérience patrimoniale partagée en identifiant les facteurs clés de succès ou les difficultés rencontrées dans les projets portés.



Enfin, la dernière partie de la réunion a été consacrée à des échanges autour d'un « métaplan » et d'une question centrale : **comment faire vivre une expérience patrimoniale partagée sur le territoire en conciliant logique résidentielle et développement touristique ?**

LES PRINCIPALES PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

- (Besoin ressenti par les territoires) Avoir une connaissance précise de son territoire pour mieux valoriser l'existant (s'appuyer sur les services de l'inventaire de la Région pour identifier finement le patrimoine dont chaque territoire dispose)
- Apporter un soutien en ingénierie aux projets locaux (accompagner la pluridisciplinarité, le croisement de dispositifs) dans une logique de rapprochement entre porteurs de projets privés et publics
- Porter au niveau régional des destinations (réseaux, partenariats, grandes itinérances, ...)
- Dispenser des formations/apprentissages pour permettre de maintenir les métiers et savoirs-faire (mise en œuvre adaptée au patrimoine, métiers rares)
- Communiquer largement et simplement auprès des différents acteurs (grand public, professionnels, collectivités, etc.) pour faire vivre une expérience patrimoniale sur le territoire et sensibiliser sur la préservation du patrimoine bâti, matériel et immatériel
- Impliquer dès l'amont les citoyens, premiers usagers au quotidien d'un cadre de vie patrimonial
- Porter les atouts de l'ancien dans l'adaptation au changement climatique
- Organiser une mise en réseau des acteurs et des différents sites (notamment les Grands Sites Occitanie) pour favoriser les complémentarités et le « ruissellement » vers des sites de plus modestes.

Conclusion : pour faire vivre une expérience patrimoniale partagée, il est indispensable de se réapproprier l'identité du territoire par le biais du patrimoine, du savoir-faire et du savoir vivre, de se structurer et de s'organiser à l'échelle de petits territoires en incluant le plus d'acteurs possibles (professionnels, institutions et grand public) tout en communiquant de façon efficace et en réapprenant à faire les choses ensemble.

Atelier : LA PROXIMITÉ DES SERVICES EN BOURG-CENTRE

Copilotes : Geneviève LAGARDE (PETR Grand Quercy)
Alain FAUCONNIER (PNR des Grands Causses)

La présence de Bourgs Centres dynamiques et attractifs dans les zones rurales ou péri-urbaines est un gage de qualité de vie, de cohésion sociale et de développement économique. Ils constituent de ce fait des pôles essentiels à l'attractivité de leur territoire et, plus globalement, à l'équilibre de notre région.

Ces communes jouent un rôle central dans leur environnement ; elles doivent répondre aux attentes des populations dans les domaines des services aux publics, de l'habitat, de la petite enfance, de la jeunesse, de la santé, de l'accès aux commerces, des équipements culturels, de loisirs, sportifs,...

Pour conforter leur développement économique, elles doivent également apporter des réponses adaptées aux nouveaux besoins des entreprises notamment en termes de qualité des infrastructures d'accueil et de services.



© Région Occitanie - Emmanuel Grimault

Les fonctions de centralité des Bourgs-Centres se doivent de proposer conjointement au cadre de vie/habitat et emploi une offre d'équipements et de services bénéficiant à l'ensemble des bassins de vie. La logique de

répartition et d'accessibilité de cette offre de service sur le territoire est essentielle, notamment concernant le maintien des commerces, services et offre de santé ou encore la présence d'équipements « mixtes » remplissant

des fonctions nécessaires pour le maintien de la cohésion sociale et l'attractivité/vitalité du bourg (vocation culturelle, associative, sportive...).

La question du devenir des équipements « obsolètes » (ex : halles) et la reconversion des friches bâties constituent également un point essentiel. Dès lors, plusieurs enjeux ont pu être identifiés :

- **Comment promouvoir les complémentarités à l'échelle territoriale ?**
- **Comment favoriser la mutualisation et l'adaptabilité des espaces en fonction des usages ?**
- **Comment proposer des réponses au plus près des attentes, face à l'émergence de nouveaux besoins (vieillesse, jeunesse, monoparentalité, évolution du monde du travail, nouveaux comportements de consommateurs, ...) ?**
- **Comment accompagner l'expérimentation (boutiques éphémères, Maisons de Services Publics itinérantes, équipements « mixtes », etc.) ?**
- **Comment « réduire la distance » pour l'accès à un service de proximité ?**
- **Comment redynamiser les commerces de proximité dans les centres-bourgs ?**
- **Quelles solutions mettre en œuvre pour lutter contre la désertification médicale ? (les maisons et centres de santé pluri-professionnels n'étant pas la seule solution)**

Dans ce contexte, les membres de l'Assemblée des Territoires ont souhaité se pencher plus en détails sur les démarches existantes dans les territoires pour favoriser le développement et le maintien des services de proximité.

Dans un premier temps, la Région a présenté ses dispositifs liés à sa politique en faveur de la vitalité

des territoires et notamment les « équipements structurants Bourg-Centre », les espaces associatifs/mutualisés, l'aide à la petite enfance. La Région a ensuite proposé une déclinaison de ses outils en faveur du commerce de proximité et des Maisons et Centres de Santé pluri-professionnels, lui permettant ainsi d'agir dans une approche trans-

versale relative au renforcement de la proximité des services dans les territoires. Des pistes d'évolution du dispositif « Pass Commerce de proximité » en faveur des Communes ayant adoptées un contrat Bourg-Centre ont été évoquées.



Par la suite, 2 territoires témoins ont présenté leurs démarches en faveur de la revitalisation de leur Bourg-Centre et notamment leurs actions en faveur du commerce de proximité. La Commune de Lodève a plus largement axé son intervention sur la priorité du

maintien et du redimensionnement des services publics et du commerce de proximité en lien avec l'EPARECA. La Commune de Lafrançaise a quant à elle proposé une approche au travers de la révision de son PLU. 2 autres territoires ont également témoigné

de leurs actions en partenariat avec l'EPF d'Occitanie et le CAUE du Gers (Communes de Mauzevin et Jegun).

Témoignages des territoires du Gers engagés dans la démarche Bourg Centre
Commune de MAUVEZIN
Commune de JEGUN

Partenariat avec l'Établissement Public Foncier Occitanie
Le CAUE du Gers

32 Gers
caue
 Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

epf
 d'Occitanie

Assemblée des Territoires - Groupe de travail: « Attractivité et innovation » - Isle-Jourdain, le 02 décembre 2019¹⁴



LODEVE, une démarche transversale

REVITALISATION DU COMMERCE

The map shows the town of Lodève with a red dashed line outlining a specific area. Within this area, seven green squares are marked, representing commercial cells. An inset map in the top left shows the town's layout with various colored lines and squares.

OUTILS FONCIERS

PARTENARIAT AVEC L'EPARECA

Définition d'un parcours marchand

Localisation de 7 cellules commerciales sur la Grand'rue (1 000m²)

Enfin, la dernière partie de la réunion a été consacrée à des échanges autour d'un « métaplan » et d'une question centrale : **Comment faire du « sur-mesure » pour répondre au plus près aux besoins des collectivités et des habitants en matière d'offre de services ?**

LES PRINCIPALES PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

- Mieux accompagner les territoires dans leurs besoins en ingénierie (réflexion sur manager de centre-ville)
- Rendre plus lisibles les aides et dispositifs régionaux en faveur de la vitalité des territoires
- Changer de process pour développer une nouvelle dynamique en faveur des boutiques éphémères (immobilier collectif) avec la nécessité d'accompagner les territoires les plus fragiles dans leur prise de risque en faveur des projets de boutiques éphémères (souhait d'un accompagnement sur le déficit prévisionnel d'exploitation de l'immobilier collectif sur 2/3 ans, au même titre que pour l'accompagnement régional sur les pépinières d'entreprises)
- Ouvrir les dispositifs au cas par cas => faire du « sur-mesure » adapté aux problématiques commerce/santé/services publics des territoires (ex : au-delà des Maisons et Centres de Santé pluridisciplinaires, permettre un accompagnement des projets complémentaires « santé » au niveau local)
- Se doter d'outils de planification stratégique et de gestion foncière dans les centres anciens (s'appuyer au maximum sur l'EPARECA et l'EPFo).

Atelier : NOUVELLES MOBILITÉS - NOUVELLES SPATIALITÉS

Copilotes : Philippe HORTALA (Pays Carcassonnais)
Marie-Aline EDO (Pays Haut-Languedoc & Vignobles)

Rapporteuse : Céline SALLES (PETR Pays d'Auch)

Les transports sont essentiels à la vie quotidienne des habitants de l'Occitanie, notamment dans les Bourgs-Centres : pour se former, aller au travail, accéder aux services, à la culture, à l'éducation ou retrouver un emploi, se soigner... Le droit à la mobilité est au cœur de la promesse républicaine. Pour autant, la politique des transports n'est plus adaptée aux réalités du pays, aux besoins et aux attentes des citoyens, notamment ceux les plus éloignés des grandes métropoles. Ce constat est d'autant plus valable en Occitanie, notamment

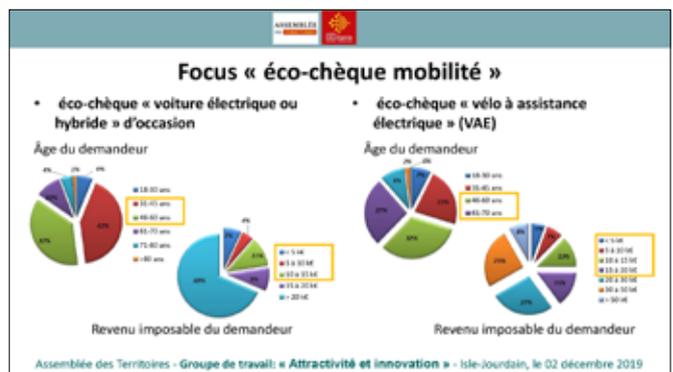
dans les Bourgs-Centres, avec des problématiques qui se posent différemment entre espace rural/territoire peu dense et espace urbain, plus ou moins dotés de solutions de transports en commun.

Les conditions de mobilité dans les territoires éloignés et de faible densité sont doublement pénalisées:

- par l'éloignement et la dispersion de services de la vie quotidienne, emplois, commerces, santé, administrations...
- par la faible efficacité de solutions de transport alternatives

à la voiture personnelle, qu'il s'agisse de transports publics ou d'organisations de véhicules partagés ».

L'urgence environnementale et climatique appelle à se déplacer différemment, le secteur des transports étant le principal émetteur de CO², avec 39% des émissions totales de Gaz à Effet de Serre (GES).



Le combat pour la mobilité du quotidien est l'affaire de tous, et notamment des collectivités locales qui doivent, aux côtés des grandes infrastructures de transport, développer les solutions alternatives adaptées à l'émergence des nouvelles mo-

bilités ou nouvelles pratiques de déplacement (TAD, autopartage, covoiturage, auto-stop, vélo à assistance électrique, trottinettes, plateformes de mobilités, etc.) Cette situation pose également la question du partage de l'espace entre différents modes, de la

place de la voiture et du stationnement dans les Bourgs-Centres mais également des nouvelles infrastructures à développer telles que les pistes cyclables.

Plusieurs enjeux ont ainsi pu être identifiés :

- Comment réduire les déplacements (rapprocher le travail, les services, lieux de consommation et de loisirs) et réduire l'usage de la voiture (autosolisme) ?
- Comment proposer des solutions de mobilité pour tous (actifs, jeunes, personnes âgées, ...) et des espaces adaptés (piétons, vélos notamment) ?
- Comment penser autrement l'aménagement de l'espace vers un rééquilibrage entre espaces dédiés à la voiture / au piéton / au cycliste... et autres modes ?
- Comment changer l'expérience de la mobilité par des solutions de partage /services alternatifs ?
- Comment adapter les modes de déplacements pour des usages et échelles différentes et parallèlement étudier les possibilités de mutualisation de services ou d'aménagement pour des publics différents (ex : bus scolaire pour les actifs/ voie verte « touristique » pour des déplacements quotidiens...)?

La Région a présenté ses politiques en matière de transports et d'intermodalité en faveur de la mobilité quotidienne de ses habitants. Dès 2017, renforcée par la Loi NOTRE, la Région est devenue compétente en matière de transports scolaires et interurbains. Elle est également cheffe de file de l'Intermodalité et Autorité organisatrice du transport ferroviaire et routier non urbain. La Région mutualise aujourd'hui ses compétences en matière de transport en un même service public : liO.

Cette action se retrouve dans le volet mobilité du SRADDET Occi-

tanie 2040, avec notamment de nouvelles dispositions au travers du Pack Mobilité et des réflexions en cours sur la mobilité de demain, et notamment le soutien aux expérimentations en matière de co-voiturage (avec carte d'abonnement LiO) ou encore le futur « Plan Vélo ».

Un premier territoire témoin, la Commune de Prades (66) a ensuite présenté sa stratégie et ses enjeux en matière de mobilité pour renforcer l'attractivité du Bourg-Centre (volet « mobilité et déplacements doux » du contrat Bourg-Centre) et notamment son projet de PEM comme point cen-

tral des aménagements réalisés. Par la suite, le bureau d'études Inddigo a présenté l'expérimentation de covoiturage public portée par le Syndicat Mixte de Transport du Bassin d'Alès.



Enfin, la dernière partie de la réunion a été consacrée à des échanges autour d'un « métaplan » et d'une question centrale : **Comment (ré)aménager l'espace et quels leviers activer pour accompagner les nouvelles formes de mobilité dans les déplacements ?**

LES PRINCIPALES PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

- Repenser et structurer les offres locales de Transport à la Demande (TAD) et de covoiturage pour mieux les adapter aux spécificités des territoires, notamment en zone rurale
- Promouvoir les déplacements doux avec une réflexion et action conjointe sur les aménagements, sécurisation et stratégie foncière
- Planifier et déployer un maillage équilibré des infrastructures (ferroviaire, routier, accessibilité numérique) sur l'ensemble de l'Occitanie
- Mieux organiser l'offre ferroviaire régionale en termes de ponctualité, souplesse et cadencement
- Déployer une stratégie de communication et de sensibilisation sur les offres existantes pour tous les publics
- Territorialiser les offres de déplacement co-construites via une gouvernance spécifique adaptée aux territoires





© Région Occitanie - Emmanuel Grimault

UN ÉCHANGE AVEC LA PRÉSIDENTE ET DES RÉPONSES APPORTÉES AUX QUESTIONNEMENTS DES ÉLUS EN SESSION PLÉNIÈRE :

Après un rapide mot d'accueil de Francis IDRAC, Maire de l'Isle-Jourdain, Guy MANTOVANI, Président du PETR Pays Portes de Gascogne, a proposé un « portrait-robot » de son territoire. Philippe MARTIN, Président du Conseil Départemental du Gers, a rappelé le contexte historique des vagues de décentralisation avec l'objectif de permettre aux territoires d'être au plus près des besoins des habitants et s'est réjoui de la volonté de la Région de rapprocher l'institution régionale des nombreux territoires qui la composent, tout en veillant à l'unité territoriale de l'Occitanie.



© Région Occitanie - Emmanuel Grimault

LA POLITIQUE « BOURG-CENTRE OCCITANIE », 2 ANS APRÈS

Florence BRUTUS, Vice-Présidente du Conseil Régional en charge de l'aménagement du territoire, des TIC et des politiques contractuelles, a ensuite présenté un point d'avancement sur le déploiement de la politique Bourg-Centre Occitanie. Elle a rappelé que cette politique Bourg-Centre a été voulue par la Présidente Carole DELGA pour renforcer la présence de la Région dans les territoires et auprès des communes. Il s'agit d'une politique à la fois :

Territoriale : le contrat bourg-centre constitue un sous-ensemble du contrat territorial et porte une réflexion stratégique de court, moyen et long termes à l'échelle d'un bassin de vie.

Transversale : il engage une réflexion globale et multithématiques en mobilisant l'ensemble

des aides régionales et en proposant des dispositifs adaptés et sur-mesure.

Partenariale : il rassemble autour d'un diagnostic et d'un projet partagés les partenaires cosignataires (EPCI/ Territoire de projet, Départements) et partenaires associés (ex: Services de l'Etat, CAUE, EPFO, Chambres consulaires, ...)

Après 2 années d'existence, la politique Bourg-Centre Occitanie représente :

- 450 communes engagées à ce jour dans la dynamique régionale
- 285 contrats finalisés (pour 312 communes concernées)
- 120 contrats en perspective pour 2020

L'analyse des contrats adoptés ou en cours fait apparaître les constats suivants :

- Une répartition équilibrée des Communes candidates sur l'ensemble de l'Occitanie
- Des candidatures issues autant des Communes rurales, de montagne, que littorales et péri-urbaines
- Une démarche qui participe au maillage des territoires de Projet : co-construction entre Communes et EPCI, mise en cohérence des documents de planification, engagement des territoires de Projet (Communautés d'Agglomération, Pays, PETR, Pnr,...)
- Une forte appropriation de cette politique par les acteurs avec le parti pris du « sur mesure » en s'adaptant au rythme et moyens de chaque commune dans une démarche co-construite.

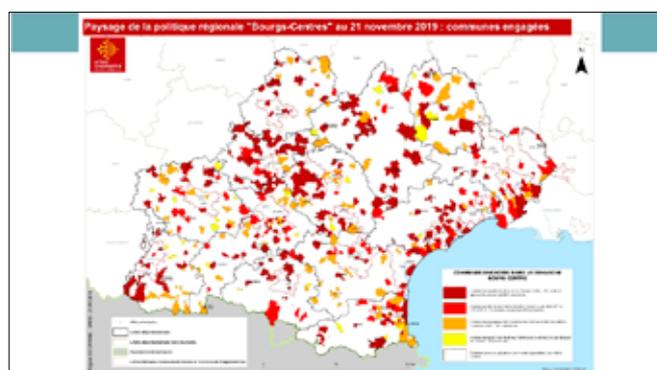
LA POLITIQUE « BOURG-CENTRE », LES PRINCIPALES THÉMATIQUES



Près de 2 ans après sa création, la politique Bourg-Centre a atteint son régime de croisière et sa forte appropriation par les territoires témoigne d'une intelligence collective portée par les élus et techniciens des Communes, des territoires de projets, des EPCI et de la Région.

« Rendre l'aménagement du territoire plus efficace, c'est donner d'avantage de place aux acteurs locaux pour renforcer l'attractivité de leurs territoires, en apportant des solutions pour lutter contre les inégalités géographiques, environnementales, économiques ou sociales et favoriser ainsi un rééquilibrage intelligent de l'action publique ».

Florence BRUTUS, Vice-Présidente du Conseil Régional



Le Co-Président de l'Assemblée des Territoires, Jean-François SOTO, a ensuite ouvert la séance en rappelant le contexte général du choix des sujets d'ateliers du jour.

Le besoin de proximité dans la mise en œuvre des politiques territoriales a été largement relayé par les membres de l'Assemblée des Territoires depuis sa création

en 2016. De nombreux ateliers reprenant cette préoccupation ont déjà eu lieu au cours des précédentes sessions avec, en fil rouge, le souhait d'un « rééquilibrage » de l'action publique régionale prenant en compte l'ensemble des « pôles de centralités » existants. La politique Bourgs-Centres Occitanie, engagée depuis ces deux dernières années, a pour but de

répondre à ces enjeux.

Dans la continuité des ateliers qui se sont tenus en 2017 sur la politique Bourg-Centre, le Comité d'Animation de l'Assemblée des Territoires réuni en juillet dernier a proposé de se pencher plus en détails sur les différents items liés aux besoins de proximité sur l'ensemble des pôles de centralités/Bourgs-Centres de la

région, en explorant notamment des thématiques telles que la mobilité, le commerce et l'économie de proximité, l'offre de services à la population ou encore l'habitat/logement et la préservation et valorisation du patrimoine.

En préambule des différentes questions, la Présidente a souhaité rebondir sur les restitutions des ateliers et préciser certaines actions régionales s'inscrivant dans la démarche en faveur des territoires.

Une concertation renforcée avec les territoires

La Présidente a indiqué que la démarche de concertation avec les territoires sera amplifiée par la mise en place dès la rentrée 2020 des Commissions Territoriales d'Occitanie 2040 au sein de l'Assemblée des Territoires. L'objectif est de favoriser le dialogue entre territoires, notamment entre les urbains et les ruraux, et ce, quels que soient les échelons.

Dans l'optique de favoriser l'accès à l'information et à la connaissance des politiques régionales, la Présidente a également rappelé la finalisation du déploiement des Maisons de Région dans tous les départements de l'Occitanie.

Des réponses fortes en matière de nouvelles mobilités

Concernant la thématique des mobilités, afin de répondre à la demande croissante des citoyens de pouvoir se déplacer d'une manière plus durable, la Région agit avec le dispositif de l'éco-chèque mobilité permettant une aide d'un montant pouvant atteindre 2000€ pour l'achat d'un véhicule électrique ou hybride. Le dispositif lié à l'achat d'un vélo à assistance électrique s'inscrit également dans cette démarche. Un dispositif supplémentaire sera également proposé au vote à la Commission Permanente (CP) de décembre 2019, visant à renforcer la complémentarité des différents



© Région Occitanie - Emmanuel Grimaud

modes de transport.

En matière de Transport à la Demande (TAD), suite à une réunion en Octobre 2019 des Présidents d'intercommunalité, des initiatives innovantes adaptées aux spécificités locales ont été mises en exergue sur 2 territoires aux typologies différentes : un territoire de montagne et de faible densité dans les Hautes-Pyrénées et un territoire urbain/rural/périurbain.

La Présidente rappelle l'existence de Comités Départementaux des Mobilités qui se réunissent chaque année pour faire remonter les besoins de citoyens des entreprises et des collectivités afin de mieux organiser les transports collectifs routiers ou ferroviaires, notamment au regard des problématiques liées aux horaires et à la régularité de l'offre.

Les réponses apportées par les participants de ces Comités doivent permettre de trouver un équilibre entre vitesse, ponctualité et desserte équitable des territoires prenant en compte notamment la densité des territoires, les réalités des bassins de vie ou les contraintes techniques inhérentes au réseau.

Des besoins forts en matière de création d'emplois

Concernant les aides aux entreprises, la Présidente indique que le nombre d'entreprises de moins de 50 salariés ayant bénéficié d'une aide régionale depuis 2016 a doublé par rapport au mandat précédent. Le Pass Commerce rencontre un vif succès depuis sa création et démontre la bonne santé de l'économie régionale, l'Occitanie étant la 1ère Région de France en matière de création d'emplois. Pour autant, le taux de chômage de la région reste plus élevé que la moyenne nationale. Cela est dû à l'attractivité démographique forte du territoire (50 000 nouveaux habitants par an dont 24 000 actifs) qui implique une création de 2000 emplois par mois pour maintenir un taux de chômage stable (contre 1200 emplois en Nouvelle Aquitaine et 600 emplois dans les Hauts-de-France, des régions comparables en termes de population). Pour parvenir à relever ce défi, la Région mise notamment sur une meilleure adéquation entre l'offre d'emplois non pourvus (environ 17 000) et la formation des jeunes et demandeurs d'emplois. Pour ce faire, la Présidente a annoncé la création de formations « sur-mesure » par bassin d'emplois, adaptées aux réalités des besoins de recrutement des filières sur chaque territoire.

Un panel d'outils régionaux pour soutenir l'investissement dans les territoires

La Présidente a ensuite rappelé la possibilité pour les territoires de travailler avec les agences régionales telles qu'AD'OCC (Agence de Développement économique Occitanie), l'AREC (Agence Régionale de l'Energie et du Climat) ou encore l'ARAC (Agence Régionale de l'Aménagement et de la Construction) qui, au-delà de son action pour la construction des lycées régionaux, a développé d'autres compétences telles que le portage foncier des investissements (avec remboursement du porteur de projet via des loyers modérés).

Cette solution s'adresse notamment à des petites entreprises n'ayant pas la capacité financière de réaliser des investissements importants et offre également la possibilité, pour les grands groupes, d'externaliser une prestation aux contraintes administratives et techniques élevées.

L'ARAC peut également agir auprès des Communes pour les projets de réhabilitation d'ilots en centre-bourg (pour la création de boutiques éphémères notamment) en assurant le portage d'un investissement lourd (jusqu'à 18 mois de travaux) et donc coûteux pour les Communes, dans la mesure où un objectif de création d'emplois est identifié.

Afin de pallier aux difficultés de mobilisation d'investisseurs privés, la Région agit aux côtés de la Banque des Territoires pour se constituer en investisseur public dans le cadre du Plan Littoral 21 et prochainement pour la Montagne afin d'appuyer les projets de diversification des activités touristiques dans les stations de montagne (notamment sur la problématique de la réhabilitation énergétique des bâtiments).

La Présidente a annoncé une modification du dispositif lié aux ZAE à la CP du 13 décembre 2019 pour

supprimer le seuil minimum de création de 50 emplois dans les territoires ruraux. Une évolution du dispositif tiers-lieux vers plus de « sur-mesure » est également projetée dans l'année 2020 afin de s'adapter avec souplesse aux besoins des territoires.

Une volonté assumée de soutien à l'ingénierie dans les territoires malgré des contraintes financières toujours plus fortes

La Présidente a aussi rappelé sa volonté de poursuivre sa politique de soutien à l'ingénierie dans les territoires ruraux tout en considérant les fortes contraintes qui pèsent sur les finances régionales. A notamment été rappelée la problématique du « Contrat financier » avec l'Etat, qui oblige la Région à ne pas dépasser le seuil de 1,1% d'augmentation des dépenses de fonctionnement (soit 23 M€ par an), pour ne pas se voir infliger une baisse des dotations. La Présidente a affirmé sur ce point un désaccord profond avec l'Etat puisque ce seuil de 1,1% ne prend pas en compte l'augmentation des dépenses contraintes,

liées à la hausse du coût du carburant ou encore, l'obligation de mise à niveau des équipements informatiques des lycées dans la région la plus attractive de France en matière démographique. Ces seules dépenses contraintes représentent 31,6 M€ pour l'année 2020.

De plus, la Région doit également recruter de nombreux agents pour la mise en œuvre des fonds européens LEADER, l'Etat n'ayant pas respecté son engagement d'instruire les dossiers des porteurs de projets. Le coût du recrutement de ces agents rentre également dans le seuil de 1,1% fixé par l'Etat et impose de fait une forte contrainte sur les dépenses de fonctionnement de la collectivité régionale.

A ce titre, la Présidente rappelle la mise en œuvre du dispositif régional « Pass Avance LEADER » pour pallier les défaillances de l'Etat dans ce domaine et répondre aux besoins des territoires tels qu'ils ont pu être exprimés au sein de l'Assemblée des Territoires lors de précédentes sessions.



© Région Occitanie - Emmanuel Grimault

QUESTIONS POSÉES À LA PRÉSIDENTE

Madame la Présidente, dans le cadre de la convention passée avec la SNCF concernant les TER, quel est votre avis sur la présence des contrôleurs dans les trains, en sachant que vos conseillers régionaux semblent opposés à leur retour ?

Cette opposition est un vœu de certains conseillers régionaux qui n'a pas été voté par le Conseil Régional. La convention signée entre la Région et la SNCF ne peut se résumer à la seule présence des contrôleurs dans les trains comme elle ne peut se résumer qu'à la suppression des personnels des gares, autre point dur de la négociation avec la SNCF qui souhaitait aussi diminuer les présences humaines dans ses infrastructures fixes. Il est à préciser que ce sont les exploitants qui choisissent le nombre de contrôleurs et non la Région qui a, elle, permis de maintenir le nombre de postes sur le territoire régional ainsi que dans les gares.

La convention a été fortement négociée, pour faire valoir la position de la Région sur la défense des présences humaines sur les lignes et dans les gares et a permis de dégager des économies (notamment via un coût/km moindre) qui ont pu être réinvesties pour disposer de plus de trains roulant en Occitanie, ce qui permettra aux habitants de disposer, en 2020, de 38 000 places supplémentaires dans les TER.

La nouvelle génération de contrats a permis de tisser des liens entre les territoires et la Région. Que proposez-vous pour renforcer ce partenariat à l'avenir ? Est-ce que le dispositif Bourg-Centre sera encore d'actualité en 2022 ?

La volonté du Conseil Régional est de poursuivre la politique contractuelle et son volet Bourg-Centre. Les discussions avec l'Etat et les territoires dans le cadre du



© Région Occitanie - Emmanuel Grimault

CPER, nous mènent à vouloir faire converger les politiques contractuelles de la Région et de l'Etat notamment, clarifiant ainsi le paysage contractuel pour nos territoires.

En effet, ces contrats vont offrir un projet de territoire partagé et sont construits sur des objectifs qui seront forcément différents d'un territoire à un autre. La volonté régionale est de disposer d'une adaptabilité dans sa politique pour être utile à chaque territoire selon ses spécificités.

Un point crucial à traiter dans les futurs contrats sera celui des mobilités, ce pourquoi la Région a souhaité que les mobilités soient pleinement prises en compte dans la stratégie 2021-2027 adressé au Premier Ministre en vue du prochain CPER.

Que fait la Région pour nos commerçants de proximité ?

La Région dispose d'un dispositif en faveur des commerces de proximité dans les communes de moins de 3 000 habitants mais qui a été complété à la demande des élus pour inclure les communes Bourgs-Centres initialement non présentes dans celui-ci. Ces aides sont en direction des derniers commerçants, des commerces multi-services, des bouchers, des boulangers... Il permet

de bénéficier jusqu'à 50% d'aide pour les investissements, et a été adossé à un nouveau dispositif en direction des artisans d'arts qui a permis d'aider 120 d'entre eux depuis cet été en région.

Comment la Région peut-elle aider les territoires à organiser une mobilité durable, limitant à la fois les émissions de gaz à effet de serre et la fracture territoriale ? Que fait la Région pour renouveler les lignes ferroviaires ?

Si l'Occitanie est la 1ère Région de France en termes d'investissements pour les transports collectifs, la SNCF n'utilise pas pour autant tous les crédits budgétaires votés par le Conseil Régional. En effet, la trajectoire d'investissements concernant les infrastructures ferroviaires proposée par le Conseil Régional n'est pas suivie par la SNCF qui ne réalise pas les travaux nécessaires. C'est pour cela que la Région Occitanie, suivie par toutes les autres Régions de France, a proposé un amendement auprès du Gouvernement pour réaliser les travaux elle-même lorsque ceux-ci ne sont pas réalisés.

Cet amendement a été repris par Elisabeth BORNE dans la LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) votée en décembre 2019. Les services de la Région sont prêts

pour se lancer dans ces grands projets de mobilité, notamment sur les trois premières lignes que sont la « Rive Droite du Rhône », « Alès-Bessèges » et « Montréjeau-Luchon », qui seront suivies par 3 autres lignes prioritaires relevées par les Etats Généraux du Rail.

La Région s'implique aussi sur les liaisons par cars avec la tarification à 2 euros et les mobilités alternatives (expériences de co-voiturages, éco-chèque mobilité pour les véhicules électriques et hybrides et les vélos à assistances électriques...). A ce titre, un grand Plan Vélo est aussi en gestation.

Donald TRUMP a affirmé sa position contre le vin français. En tant que première région productrice de vin, comment réagir face à cette situation ?

Cette question pourrait faire sourire, mais elle revêt une importance capitale, puisqu'elle concerne de nombreux produits d'Occitanie comme l'aéronautique taxée à 10% ou encore les vins jusqu'à 14° et fromages taxés à 25%.

Le Conseil Régional a demandé à la Commission Européenne et à l'Etat de maintenir la négociation pour supprimer cette loi et une manifestation aura lieu dans la Maison de la Région à New-York pour promouvoir les produits de nos producteurs.

La région a aussi lancé une campagne de communication pour mettre en avant le fromage produit régionalement, notamment dans le cadre du salon REGAL se déroulant au mois de décembre à Toulouse.

Derrière toutes ces questions se pose celle de la rémunération de nos agriculteurs, qu'ils soient producteurs laitiers ou viticulteurs et sur laquelle la Région souhaite s'appuyer pour inciter les transformations de produits locaux et ainsi ne plus bloquer les producteurs dans des filières de grandes distributions ne leur laissant pas les moyens de vivre décemment.

De moins en moins de jeunes ap-

prennent les langues régionales. Que fait la Région pour lutter contre cette baisse d'intérêt croissante ?

La Région a approuvé la convention pour l'Occitan de l'Académie de Toulouse en décembre. Cette avancée notable se poursuit via des négociations pour réaliser le même type de convention pour le Catalan et l'Occitan avec l'Académie de Montpellier. Le Conseil Régional a adopté un vœu pour la réforme du baccalauréat avec des demandes de modifications sur le système d'options/spécialités, actuellement très défavorable aux langues régionales, afin que celles-ci soient traitées de la même manière que les langues anciennes que sont le Grec et le Latin.

Cette proposition n'a cependant pas été retenue par le Ministère de l'Education Nationale. Cette décision impliquera probablement des baisses d'effectifs en marginalisant toujours plus l'enseignement des langues régionales.

Par ailleurs, en 2020 sera présentée une réflexion sur la toponymie et les doubles traductions menée avec Lo Congres pour disposer de panneaux signalétiques avec des doubles traductions Français/langue régionale.

De nombreux maires ne vont pas se représenter aux prochaines élections, montrant un désintérêt des citoyens pour la politique et pour la vie publique. Quelle est votre démarche pour rapprocher le citoyen du politique ?

La participation citoyenne est un axe majeur de notre mandat, notamment grâce au travail de Gérard ONESTA, Président du Bureau de l'Assemblée. Nous avons fait plusieurs concertations citoyennes, notamment sur le nom de la Région, mais aussi lors des Etats Généraux du Rail et de l'Intermodalité ou sur le Plan Alimentation Durable où plus de 100 000 citoyens ont pu participer, tant sur l'état des lieux que sur le vote des propositions.

L'objectif du Conseil Régional est

de poursuivre cette dynamique. Une plateforme citoyenne a été mise en place sur le site de la Région et nous a permis d'être saisis sur la question des transports scolaires afin que ceux-ci soient aussi ouverts aux particuliers. A ce titre, une votation d'initiative citoyenne va être réalisée sur cette question à l'automne 2020. Des budgets participatifs sont également prévus. Ces derniers ont remporté un franc succès dès leur lancement, comme ceux proposés dans le cadre du Parlement de la Montagne et de « Ma solution pour le climat » qui ont mis en valeur des projets citoyens de très grande qualité.

Le Conseil Régional souhaite donc relancer ces initiatives participatives en les ouvrant sur d'autres thèmes comme la mobilité des jeunes à l'international, l'économie circulaire, le lycée de demain...



Notre pays est en proie à une hausse croissante des inégalités, en témoignent tous les mouvements sociaux ayant lieu depuis plus d'un an. Quelle est votre solution pour remettre du dialogue social avec nos concitoyens ?

La Région souhaite pouvoir s'appuyer sur les votations d'initiative citoyenne (VIC). En effet, si cet outil n'est pas un Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) comme pouvaient le proposer les Gilets Jaunes (la Région n'est pas habilitée par la Loi à réaliser ce type de procédure), l'inspiration s'en approche. Le Conseil Régional souhaite mettre en avant des réponses concrètes aux demandes directes des citoyens, en prenant en compte les spécificités des territoires pour mieux lutter contre les inégalités.

HÔTEL DE RÉGION

Toulouse

22, bd du Maréchal Juin
31406 Toulouse cedex 9

Montpellier

201, av. de la Pompi gnane
34064 Montpellier cedex 2

Appel gratuit / N°unique : 30 10

 @occitanie | laregion.fr



La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée